

## Appel ouvert à l'engagement pour répondre au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

*L'appel est promu par les peuples et organisations qui participent dans le Mécanisme de la Société Civile et Peuples Indigènes pour les relations avec le CSA (Octobre 2020)*

Cet appel est une invitation ouverte à participer à un processus pour construire des stratégies conjointes autour de questions essentielles pour la vie et le bien-être de nos peuples et nos communautés : l'alimentation, la santé, la nature, la souveraineté des peuples, et la justice économique, sociale, de genre et climatique. Il s'agit d'un appel lancé par les peuples autochtones, les mouvements sociaux et les organisations de base des petits producteurs et de petites productrices alimentaires, des personnes paysannes et des personnes qui se dédient à l'agriculture familiale, des personnes pasteures, des personnes pêcheuses, des travailleurs et travailleuses agricoles et alimentaires, des sans-terre, des femmes, des jeunes, des consommateurs et consommatrices et des citoyens et citoyennes en situation d'insécurité alimentaire et d'autres organisations de la société civile (OSC) qui luttent depuis des décennies pour protéger la souveraineté alimentaire et pour défendre la nourriture comme un droit humain fondamental. Dans la conjoncture actuelle, il est encore plus urgent de transformer radicalement les systèmes alimentaires malsains, injustes et non durables en systèmes alimentaires axés sur l'agroécologie et les droits humains ainsi que les droits des peuples. Le Secrétaire général des Nations unies a appelé à la tenue d'un sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (*UN Food Systems Summit – FSS*), bien que sa genèse, son cadre politique et sa gouvernance ne correspondent pas au processus politique multilatéral fondé sur les droits, légitime et inclusif qui serait nécessaire pour justifier son nom. Ces préoccupations ont été formulées et exprimées dans [une lettre formelle cosignée par plusieurs centaines d'organisations](#). Bien qu'il prétende aborder les défis que les systèmes alimentaires insoutenables posent au climat et à la biodiversité, le sommet peut cependant favoriser l'emprise croissante par les entreprises sur l'intersection entre l'élaboration des politiques alimentaires et des politiques climatiques et peut être avant tout au bénéfice des intérêts des entreprises et du capital financier. Ce sommet est structurellement et systématiquement lié aux stratégies bien articulées des entreprises visant à nier des droits, à s'approprier des ressources et à capturer les espaces démocratiques, une stratégie à l'échelle mondiale que les mouvements sociaux, les syndicats et des campagnes à travers le monde combattent.

Cet appel invite les autres mouvements, réseaux et organisations qui soit se préoccupent directement de l'alimentation et de ses nombreuses dimensions ou qui sont engagées avec tous les domaines essentiels de nos vies à unir forces dans un processus collectif pour remettre en cause le FSS. Nous pensons qu'il est important de nous organiser à notre manière et indépendamment en-dehors du sommet et créer notre espace autonome pour approfondir nos analyses, articuler nos propositions et se mobiliser pour nos solutions.

Si votre réseau/organisation souhaite participer à ce processus de convergence et de construction de mouvement, [veuillez exprimer votre intérêt à travers le lien suivant](#). Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations afin d'envisager votre participation, n'hésitez pas non plus à nous contacter en écrivant à cette adresse de courriel électronique : [call4actionFss@gmail.com](mailto:call4actionFss@gmail.com)

### Quels sont les problèmes auxquels nous sommes confrontés ?

Le nombre de personnes affamées et sous-alimentées est en augmentation dans le monde entier. La crise générée par la pandémie du COVID-19 a exposé la manière dont les systèmes alimentaires industriels et fonctionnant de plus en plus à l'échelle de la planète contribuent significativement à la

destruction écologique et à l'émergence de maladies zoonotiques, tout-à-la fois augmentant la vulnérabilité aux infections dues à une alimentation et à un cadre de vie malsains. Dans certains pays, les mesures gouvernementales prises pour contenir la pandémie entraînent une perte sans précédent de moyens de subsistance et d'emplois pour les personnes pêcheuses, les peuples indigènes, les travailleurs et travailleuses de l'ensemble des systèmes alimentaires, les migrants et migrantes, les personnes paysannes, les pasteurs et pasteures, affectant les consommateurs et consommatrices dans les populations à bas revenus et impactant les femmes de manière disproportionnée. Le COVID-19 a démontré au monde entier la profondeur des inégalités structurelles, la discrimination, l'exploitation, le racisme et le sexisme qui prévalent dans nos sociétés.

Malgré la reconnaissance croissante de l'échec sur de nombreux fronts des systèmes alimentaires industriels, l'industrie agroalimentaire et les entreprises alimentaires tentent de maintenir contrôle. D'un côté, ils cooptent notre langage : le Forum économique mondial appelle également à une transformation des systèmes alimentaires et affirme que le sommet est présenté comme étant un "Sommet des peuples". Mais de l'autre côté, ils chantent les vertus de la numérisation, l'intelligence artificielle ainsi que d'autres technologies de l'information et de la communication pour promouvoir une nouvelle vague d'accaparement des ressources, d'extraction des richesses et d'exploitation du travail ; dans le but également de restructurer les systèmes alimentaires vers une plus grande concentration du pouvoir et de chaînes de valeur encore plus mondialisées. À cet égard, il est important de noter que ces défis structurels et tentatives de capture corporative ne sont pas uniques au domaine de l'alimentation, mais qu'ils se caractérisent également dans les domaines de la santé, de l'environnement, du climat et de l'énergie, des services sociaux, de la gouvernance économique et tant d'autres. Cependant, beaucoup de mouvements populaires ont confronté d'une manière fragmentée des défis qui sembleraient différents mais qui en réalité sont communs. Ce processus pourrait offrir une opportunité pour connecter certaines de nos luttes.

### **Qui lance cet appel ?**

Cet appel ouvert est lancé par des organisations de ceux et celles plus impactées par la faim, la malnutrition et la destruction écologique : Les peuples indigènes, les travailleurs et travailleuses, les personnes sans-terre, les pêcheurs et pêcheuses, les personnes paysannes et les personnes qui se dédient à l'agriculture familiale, les pasteurs et pasteures, les populations précaires urbaines souffrant d'insécurité alimentaire, les consommateurs et consommatrices ainsi que la jeunesse et les femmes dans chacun de ces secteurs sociaux. Les petits producteurs et petites productrices d'aliments organisés au sein du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) ont fait valoir leurs droits à s'organiser de manière autonome et à parler en leur nom depuis qu'ils ont présenté leur vision de la souveraineté alimentaire au Sommet mondial de l'alimentation en 1996. La démocratisation de l'élaboration des politiques alimentaires et du renforcement de la souveraineté alimentaire est un élément central de cette vision, et a façonné la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies en 2009. Le CSA, la principale plateforme internationale et intergouvernementale inclusive sur la sécurité alimentaire et la nutrition, dotée d'un mandat clair pour réaliser progressivement le droit à une alimentation adéquate, a reconnu les principes d'auto-organisation et d'autonomie des organisations de la société civile. Sur cette base, le Mécanisme de la Société Civile et des Peuples autochtones (MSC) pour les relations avec le CSA a été formellement créé. Le MSC donne la priorité aux organisations et aux mouvements des personnes plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition, et reconnaît le fait que les petits producteurs et petites productrices d'aliments sont ceux et celles qui contribuent le plus à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le monde. Il respecte le pluralisme, l'autonomie, la diversité et l'auto-organisation et s'efforce d'assurer l'équilibre entre les groupes d'âge, les genres et les groupes d'intérêt et les régions. Les peuples et organisations participant au MSC sont à l'origine de cet appel.

## Quelle est notre vision pour transformer les systèmes alimentaires industriels ?

Après plus de 20 ans de travail collectif, les personnes initiatrices de cet appel ont développé une vision pour transformer radicalement les systèmes alimentaires industriels, vision que nous vous invitons à renforcer et à enrichir.

*L'alimentation est un droit fondamental et non pas une marchandise.*

L'alimentation est l'expression des valeurs, des cultures, des relations sociales et écologiques et de l'autodétermination des communautés. L'acte de se nourrir et de nourrir les autres incarne notre souveraineté et notre autonomie. En nous nourrissant nous-mêmes et en prenant nos repas avec notre famille, nos amis et notre communauté, nous réaffirmons nos identités culturelles, notre interdépendance avec la nature, le contrôle de notre parcours de vie et notre dignité humaine. La nourriture n'est pas une marchandise mais un droit humain, intrinsèquement lié à tous les autres droits humains et à de nombreuses dimensions de nos vies.

### *Souveraineté alimentaire*

La vision de la souveraineté alimentaire affirme les droits des peuples, nations et États à définir leurs propres systèmes d'alimentation, d'agriculture, d'élevage et de pêche, et à élaborer des politiques sur la façon dont la nourriture est produite, distribuée et consommée afin de fournir à chacun une alimentation diverse, abordable, nutritive, saine et culturellement appropriée. Elle met l'accent sur le contrôle et la gestion démocratiques des ressources naturelles et du développement local, sur des méthodes de production écologiquement saines et durables et sur la justice sociale et de genre. Il s'agit d'une vision enracinée dans l'action qui invite les peuples à exercer de manière collective leur pouvoir et leur capacité d'organiser et d'améliorer leurs conditions et leurs sociétés, ainsi que leur capacité à retrouver leur autonomie et à affirmer leur autonomie alimentaire. En tant que telle, elle représente le cadre le plus large pour l'exercice du droit à l'alimentation et à la nutrition et des droits humains connexes (tels que le droit à la santé et les droits des femmes, des travailleurs et travailleuses, des peuples autochtones, des personnes paysannes et autres personnes travaillant dans les zones rurales).

### *Agroécologie*

La souveraineté alimentaire offre des propositions concrètes à mettre en pratique pour un changement systémique sur l'ensemble du système alimentaire. La plus importante d'entre elles est l'agroécologie. L'agroécologie est une façon de produire de la nourriture mais aussi un mode de vie, une science et un mouvement propulsant un changement qui englobe les dimensions socio-économiques, sociopolitiques, biologiques/écologiques et culturelles. Elle repose sur des principes qui peuvent être similaires dans toute la diversité des communautés et de leurs territoires, mais qui sont pratiqués de nombreuses manières différentes, dépendant des réalités et des cultures locales, tout en respectant toujours la nature et les valeurs communes et partagées. Si l'agroécologie englobe des systèmes de production ancestraux développés au cours des millénaires par les petits producteurs et petites productrices et consommateurs et consommatrices de denrées alimentaires, il s'agit d'un concept vivant qui continue d'évoluer en s'adaptant à des réalités diverses. Elle permet une compréhension holistique de notre place dans les cycles naturels et de la manière dont les systèmes alimentaires doivent s'adapter aux systèmes bioculturels dont ils dépendent et les restaurer. L'agroécologie va bien au-delà de la production agricole pour englober l'ensemble du système alimentaire et appelle à des changements de paradigme sur de multiples fronts, notamment dans la recherche, la distribution, la consommation et l'élaboration des politiques.

### *Systèmes alimentaires*

La notion de systèmes alimentaires offre l'opportunité d'un changement de paradigme vers une approche holistique et systémique qui va au-delà du productivisme agricole et reconquiert les systèmes alimentaires comme des biens publics qui ne peuvent être laissés aux seules solutions basées sur le marché : non seulement ils nécessitent la pleine participation et la souveraineté des peuples, mais placent aussi le bien-être des peuples et de la planète au centre. Les droits de tous les travailleurs et toutes les travailleuses dans les systèmes alimentaires à pouvoir disposer d'un lieu de travail sûr, à un accès à l'eau potable, à des installations sanitaires et à un logement décent, à la liberté de former des syndicats et à la négociation collective, aux soins de la santé et à la protection de la sécurité sociale doivent être respectés. Nous comprenons les systèmes alimentaires comme des réseaux d'acteurs et d'actrices, de ressources naturelles, de processus et de relations impliqués dans la collecte, la pêche, la culture, la chasse, l'élevage, la transformation, la distribution, la préparation (cuisson, alimentation, soins), la consommation et l'élimination des aliments. Une approche holistique des systèmes alimentaires s'intéresse à la manière dont ces processus interagissent les uns et les unes avec les autres, et à la manière dont les contextes écologiques, sociaux, culturelles, politiques et économiques façonnent et remodelent constamment les systèmes alimentaires, tout en reconnaissant le rôle particulier des relations de pouvoir, de genre et de génération. Il reconnaît également l'interdépendance complexe des systèmes alimentaires avec d'autres secteurs (santé, agriculture, environnement, politiques, culture) et systèmes (tels que les écosystèmes, les systèmes économiques, les systèmes socioculturels, les systèmes énergétiques et les systèmes de santé). Les systèmes alimentaires doivent donc être compris dans leur multidimensionnalité et leur circularité, car ils se combinent et peuvent servir de multiples objectifs publics tels que la protection et la régénération de la nature, la santé et le bien-être, la protection du travail et des moyens de subsistance, la culture et la connaissance et les relations sociales.

#### *Gouvernance des systèmes alimentaires*

La transformation des systèmes alimentaires n'est pas possible sans une transformation de la gouvernance des systèmes alimentaires. Cette transformation doit être façonnée par les principes suivants, qui sont également applicables à d'autres sphères de gouvernance :

- Centralité des détenteurs de droits humains ;
- Égalité des droits entre les genres et l'autonomisation des femmes ;
- Autonomie, auto-gérance et autodétermination des communautés locales, des mouvements sociaux de base et de leurs organisations, et des peuples indigènes ;
- Renforcement des institutions qui façonnent les systèmes alimentaires territoriaux, en particulier les institutions coutumières, les différentes formes d'autonomie, les formes collectives de gestion des terres et des territoires, les formes sociales et intergénérationnelles de responsabilité ;
- Démocratisation de la prise de décision, renforcement des institutions publiques légitimes à tous les niveaux, y compris l'adoption de garanties solides contre les conflits d'intérêts et l'accaparement par les entreprises ;
- Enraciner la gouvernance dans l'intérêt et le bien-être du public, et la libérer des impératifs de la croissance économique, extraction des ressources et du pouvoir du capital financier et des sociétés transnationales
- Primauté des droits humains sur le commerce, l'investissement et les finances ; et,
- Renforcement des institutions multilatérales régionales et internationales responsables, dont les mandats sont ancrés dans les obligations en matière de droits de l'homme.

#### **Notre critique du Sommet sur les systèmes alimentaires (FSS)**

Nous pensons que le Sommet FSS ne s'appuie pas sur l'héritage des précédents Sommets mondiaux de l'alimentation, qui ont abouti à la création de mécanismes de gouvernance alimentaire mondiale

innovants, inclusifs et participatifs tels que le CSA. Le FSS suit une approche multipartite forte, qui met sur un pied d'égalité les gouvernements, les entreprises, les autres acteurs et actrices du secteur privé, les philanthropes, les scientifiques et les ONG internationales. Bien que les organisateurs du FSS visent à créer une illusion d'inclusivité, il reste peu clair qui contrôle la prise de décisions et selon quelles procédures les décisions sont prises. En ce qui concerne la participation des peuples autochtones et des organisations de la société civile, le secrétariat du Sommet a délibérément décidé de ne pas passer par les plateformes existantes, mais il a plutôt sélectionné ceux invités à participer au comité consultatif, au groupe des champions, aux groupes de travail des pistes d'action et aux autres organes sans énoncer de critères clairs et transparents pour cette sélection et sans aucune considération aux principes bien-établis d'auto-détermination lors de la définition de la participation de la société civile. Le fait que l'actuelle présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (*Alliance for a Green Revolution in Africa* - AGRA) dirige le processus d'organisation du sommet présente des conflits d'intérêt évident par rapport aux objectifs déclarés du processus. Ainsi, la genèse, le cadre politique et les acteurs principaux du FSS ne pourraient guère être plus éloignés de notre compréhension collective de la manière de faire progresser un processus politique multilatéral fondé sur les droits humains, légitime et inclusif, qui respecterait l'autonomie et l'auto-organisation des petits producteurs et petites productrices d'aliments, de la société civile et des peuples autochtones. Ces préoccupations ont été articulées et exprimées dans une [lettre collective cosignée par près de 550 organisations](#), qui est restée sans réponse à ce jour. Depuis lors, le secrétariat de la FSS a cherché à se justifier en ré-écrivant le récit de l'initiative, tout en gardant intacts ses éléments fondamentaux. La composition récemment annoncée du comité consultatif et du groupe scientifique - qui comprend des personnes connues pour être les architectes et les principaux partisans de la "modernisation" et de l'industrialisation de l'alimentation, ne mentionnant pas les nombreux cas qui peuvent présenter des conflits d'intérêts évidents - montre clairement que les partisans du Sommet s'inquiètent du potentiel de transformation du cadre des systèmes alimentaires. Nous sommes profondément préoccupés que leur intention pourrait peut-être être celle d'utiliser le processus de la sécurité alimentaire et la légitimité du système multilatéral des Nations unies pour s'emparer de et déformer la notion de systèmes alimentaires afin d'ancrer davantage le *statu quo* existant et ses économies politiques profondément enracinées.

### **Notre façon de contester le FSS**

Dans ce contexte, nous invitons les autres mouvements, réseaux et organisations préoccupés à l'alimentation et à ses multiples liens avec d'autres domaines essentiels de nos vies, et qui dénoncent les efforts des entreprises pour saboter les droits de l'homme, perturber les territoires et les communautés, et capturer les espaces démocratiques légitimes avec des intérêts privés, à nous rejoindre pour construire un processus collectif de remise en cause du FSS. Nous espérons que d'autres organisations de petits producteurs et petites productrices alimentaires, mouvements sociaux, mouvements féministes, mouvements de jeunesse, les mouvements pour la justice climatique, les syndicats de commerce et des travailleurs et travailleuses, les peuples autochtones, les organisations des personnes migrantes, les organisations de base et les autres organisations de la société civile voudront nous rejoindre dans cette lutte. L'intention est d'établir une convergence entre les efforts axés sur la réponse aux menaces posées par le Sommet des systèmes alimentaires et d'autres processus visant des espaces politiques mondiaux qui sont également menacés par la mainmise des entreprises et les attaques destructrices du nationalisme populiste.

Il n'y a pas de format prédéterminé pour l'éventail d'actions potentielles et nous espérons d'imaginer ensemble des formes anciennes et nouvelles de mobilisation, de campagne et de plaidoyer. Nous sommes conscients que la pandémie a forcé les organisations de base à donner la priorité à l'agenda politique local/national et qu'il continue à être difficile de se réunir et de s'organiser pour de grands rassemblements internationaux. Néanmoins, nous croyons que cela pourrait aussi nous donner une

bonne occasion de décentraliser les efforts de construction de nos campagnes, ce qui pourrait nous aider à atteindre plus d'organisations, de réseaux et de mouvements populaires.

Bien que cet appel reste ouvert pour que d'autres puissent décider de nous rejoindre dans une étape postérieure, nous inviterions des expressions d'intérêt initiales jusqu'au 28 octobre. Une réunion virtuelle de planification serait organisée au début de novembre.

Il est nécessaire que pendant notre planification collective nous mettions ensemble en forme la feuille de route possible pour les actions futures, accompagnée d'un calendrier s'étendant sur les prochains 12-14 mois. Néanmoins les premiers pas pourraient inclure l'identification des sujets clés autour desquels nous voulons structurer notre conversation et l'organisation d'une série de dialogues en ligne.